

## LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 3 septembre 2013

# **Chiffres d'affaire, salaires et avantages du gouvernement et du CAC 40 : la grande honte pendant la crise.**

Jimmy DALLEEDOO

**Alors que les ventes de véhicules de luxe ont été augmentées pendant la crise, que le patronat du CAC 40 et ses multinationales sont toujours aussi riches, que les dirigeants politiques Européens et Français perçoivent des salaires et des avantages toujours aussi exorbitants, la vie des masses populaires devient de plus en plus difficile.**

Les masses populaires sont soumises aux persécutions de ce système social et politique issu du capitalisme.

Il n'y a pas de travail, ou alors, se sont des contrats instables ( CDD, "contrat aidé" etc.). Les conditions de travail se détériorent (mobilités imposées, excès de zèle des encadrants...), la vie devient de plus en plus chère et le moral des masses populaires est au plus bas.

Les travailleurs perçoivent des salaires insuffisants pour payer leurs factures. Les salaires baissent, alors que les factures augmentent. À cela, s'ajoutent les incertitudes concernant les retraites, car les travailleurs doivent cotiser plus longtemps, avec pour motif, entre autres, que leur espérance de vie s'allonge.

Mais les dirigeants politiques et leurs copains dirigeant les multinationales, eux, n'ont aucune incertitude. Ils perçoivent des salaires incroyablement élevés, leurs conditions de travail sont « dorées », comme leurs parachutes, et, évidemment, leurs retraites sont assurées.

Pour l'Europe, le coût du travail dans certains pays membres de l'UE, est trop élevé. La France a été classée quatrième pays ayant le coût du travail le plus élevé d'Europe. Les trois premiers sont la Suède, la Belgique et le Danemark. En France, le coût horaire est d'environ 34,90 euros. Le SMIC est de 9,43 euros par heure. Malgré ces salaires de misère, les travailleurs coûtent trop cher.

Ceci est évidemment un motif crédible pour certains dirigeants d'entreprises, afin de délocaliser leurs productions. Une de leurs destinations favorites est les pays de l'Est, car dans ces pays le coût du travail reste « raisonnable » :

- Bulgarie : 3,70 euros de l'heure.
- Roumanie : 4,50 euros de l'heure.
- Lituanie : 5,80 euros de l'heure.

C'est du pain béni pour ces dirigeants d'entreprises et les dirigeants Européens. D'ailleurs, en France, dans le cadre du budget rectificatif 2012, avait été voté l'allègement des impôts pour les entreprises à capitaux, un allègement estimé à 20 milliards d'euros.

N'oublions pas ces personnes qui reçoivent les minimas sociaux et qui n'ont pas la somme suffisante pour survivre :

- le revenu de solidarité active (RSA) : 475 euros environ pour une personne seule et parfois moins.
- l'allocation aux adultes handicapés : 776,59 euros maximum. Les autres aides qui ne sont pas plus élevées (A.S.S etc.).

Comment fait-on pour vivre quand on sait que le prix moyen d'un caddie de courses au supermarché, pour tenir tout un mois, est d'environ 400 euros ?

Et pourtant des dirigeants politiques déclarent que les travailleurs coûtent trop cher, pire, que certains bénéficiaires des minimas sociaux sont des fainéants...

Mais ces dirigeants Européens et Français n'ont-ils pas, eux, un coût du travail vraiment trop élevé ?

## **Petit inventaire des revenus et avantages de ces dirigeants, qui font subir la misère aux masses**

### **Le Gouvernement :**

- *le Président de la République Française : 14 910 euros.*

**Avantages en nature** : accès gratuit sur les réseaux SNCF, logement de fonction à l'Élysée, voiture avec chauffeur, 1 A 330-200 CJ (avion personnel), 2 Falcon 7 X, 2 Falcon 50, 3 Hélicoptères AS 332, résidence secondaire à Marigny et au Fort de Brégançon.

- *le Premier Ministre : 14 910 euros.*

**Avantages en nature** : Accès gratuit sur le réseau SNCF, les déplacements aériens sont pris en charges, mise à disposition d'un parc automobile, dépenses téléphoniques prises en charges, voitures avec chauffeurs, logement de fonction à l'hôtel Matignon, résidence secondaire « La Lanterne » à Versailles ou au château de Champs-sur-Marne.

- *les Ministres : 9 940 euros.*

**Avantages en nature :** Accès gratuit sur le réseau SNCF, déplacement aérien, parc automobile à disposition, dépenses téléphoniques, voitures avec chauffeurs, logement de fonction de 80 mètre carré + 20 mètre carré par enfants.

### **Le conseil constitutionnel :**

- *Membres du Conseil Constitutionnel : 6 339 euros.*
- *Président du conseil constitutionnel : 6 950 euros.*

### **Le Parlement National :**

- *Sénateur : 6 950 euros.*
- *le Président du Sénat : 20 782 euros.*
- *les Députés : 13 512 euros.*
- *le Président de l'Assemblée Nationale : 14 271 euros.*
- *président du conseil régional : 5 512 euros.*
- *président du conseil général : 5 512 euros.*
- *Maire de Paris : 8 650 euros.*
- *Adjoint au maire de Paris : 4 855 euros.*
- *Conseiller du Maire du Paris : 4 800 euros.*
- *députés Européens : 12 255 euros et Il y a 785 députés Européens.*

Pour les Députés, il existe une « indemnité représentative de frais de mandats », liée à leurs exercices de fonction, pouvant atteindre un montant de **5 770 euros**.

Pour les Ministres Délégués, les Secrétaires d'États, les Sénateurs, et les Députés, les salaires restent très élevés et leurs avantages en nature sont les mêmes. S'ajoute le taxi gratuit pour les Sénateurs et Députés. Le Président de la République et le Premier Ministre reçoivent des avantages à vie comme la voiture avec chauffeur, les gardes du corps et les secrétaires.

Rien que pour la protection rapproché, le montant par année s'élève à 71 879 euros. En 1960, le budget de la Présidence s'élevait à 2,35 millions d'euros. En 2005, le budget est passé à 31,9 millions d'euros, 15 fois plus.

Mais ce sont des chiffres officiels ; pour se rapprocher de la réalité des avantages, il faut les multiplier et, ensuite, y ajouter les « fonds spéciaux » ou « fonds secrets ». Par exemple, les 10 000 euros en liquide que recevait tous les mois, Claude Guéant, alors Ministre de l'Intérieur.

Officiellement, ces fonds spéciaux ont été supprimés en 2001 et doivent faire désormais l'objet d'une déclaration, à l'exception des fonds spéciaux pour les

services secrets de la DCRI.

Pour ses 963 salariés, le palais de l'Élysée dispose, actuellement, d'un budget d'environ 90 millions d'euros.

Dès la rentrée, le gouvernement continuera à asséner aux masses populaires des mensonges pour leurs faire accepter les réformes sur les retraites. Le gouvernement continuera sa marche destructrice sur nos retraites.

Les motifs pour faire travailler les masses populaires plus longtemps sont divers :

Les gens vivent plus longtemps, l'égalité des retraites entre le secteur privé et le secteur public, ou encore le trou de la sécurité sociale, estimé à 14 milliards d'euros en 2011. Selon le conseil de l'orientation des retraites, le trou de la sécurité sociale devrait atteindre les 20 milliards d'euros en 2017. La France estime « qu'il ne faut pas laisser s'établir une telle dérive ».

Une dérive ? Mais les rémunérations des dirigeants politiques ne sont-elles pas des dérives ?

Pour les anciens des masses populaires, la retraite a déjà un goût très amer. Effectivement, au premier Avril 2013, l'allocation de solidarité aux personnes âgées atteint :

- *pour une personne seule* : **787** euros maximum.
- *pour deux personnes* : **1 222** euros maximum.

À noter que les montants des pensions de retraites sont basés sur les salaires des 25 dernières années ( avec un SMIC, le calcul est très vite fait).

## Les dirigeants Européens et Français ont-ils le même goût amer pendant leurs retraites ?

Un Député n'accomplissant qu'un seul mandat est assuré de percevoir une retraite de 1 200 euros par mois.

Un Sénateur qui a effectué un seul mandat, percevra une retraite de 1932 euros. Leurs retraites fonctionnant en capitalisations, ils peuvent percevoir une pension de retraite d'environ 4382 euros hors majorations pour les enfants.

Les Députés Européens recevront 1 400 euros pour un mandat, 2 500 euros après dix années de fonctions. Il faut ajouter à cela les Commissaires Européens, les Juges, les Hauts Fonctionnaires de l'Union Européennes, qui ne cotisent pas. Une fois leurs mandats finis, ces Haut Fonctionnaires recevront 70% de leurs salaires. Les salaires mensuels des Hauts Fonctionnaires Européens est d'environ 21 260 euros, et, pour atteindre ces

niveaux de salaires, quelques années de services suffisent. Pour les masses populaires, les gouvernements ont pour objectif la réduction des salaires et des cotisations sociales, d'un côté, et d'alléger les charges patronales, et donc d'augmenter leurs possibilités de profits, de l'autre. Dans un premier temps l'objectif de résultat est de substituer au coût du travail, les capitaux, avec, dans un second temps, l'accroissement de ces mêmes capitaux.

À cela, il faut ajouter les incohérences flagrantes des revendications gouvernementales, par exemple, sur la politique internationale.

Au Mali, par exemple, l'intervention armée avait un coût estimé à près de 500 000 euros par jour.

Pour l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, et peut être la Syrie, le gouvernement a de l'argent pour déclencher des interventions militaires qui s'élèvent à des millions d'euros, mais ce gouvernement et le patronat n'ont pas d'argent à donner aux masses populaires qui travaillent comme des bêtes.

Alors que tout augmente, le gaz, les loyers, la nourriture, les frais de scolarité, les frais de transports etc., ce gouvernement, qui se présente « socialiste », insulte les masses populaires en leur disant que leur coût du travail est trop élevé.

Tandis que les copains de ce gouvernement, les multinationales du CAC 40 et leurs dirigeants, absorbent le sang des travailleurs tels des vampires, on fait travailler les masses populaires plus longtemps, on baisse leurs salaires, on affaiblit leurs pouvoirs d'achat.

## Salaires des dirigeants du CAC 40 et chiffres d'affaires de leurs entreprises

- *Maurice Levy, Président du Directoire de Publicis* : salaire de **4,8 millions d'euros**. Le chiffre d'affaire de l'entreprise est estimé à 6,6 milliards d'euros.
- *Jean Paul Agon, Directeur Général de L'Oréal* : salaire de **3,885 millions**. Chiffre d'affaire de l'entreprise estimé à 22,46 milliard d'euros.
- *Bernard Arnault, PDG de LVMH* : salaire de **3,8 millions d'euros**. Vente réalisée s'élevant à 13 milliard d'euros.
- *Christopher Viehbache, DG de Sanofi* : salaire de **3,5 millions d'euros**. Chiffre d'affaire de l'entreprise estimé à 16,1 milliards d'euros.

- *Christophe de Margerie, PDG de Total* : salaire de **3,2 millions d'euros**. Chiffre d'affaire de l'entreprise estimé à 12,36 milliards d'euros.
- *Henri de Castries, PDG d'AXA* : salaire de **3,2 millions d'euros**. Chiffre d'affaire de l'entreprise estimé à 2,46 milliards d'euros.
- *Franck Riboud, PDG de Danone* : salaire de **3,2 millions d'euros**. Chiffre d'affaire estimé à 20 milliards d'euros.
- *Gérard Mestrallet, PDG de GDF-SUEZ* : salaire de **3 millions d'euros**. Chiffre d'affaire estimé à 7,6 milliards d'euros.
- *Bruno Lafont, PDG de Lafarge* : salaire de **2,9 millions d'euros**. Chiffre d'affaire estimé à 7,24 milliards d'euros.
- *Lakshmi Mittal, PDG d'Arcelor-Mittal* : **2,8 millions d'euros**. Chiffre d'affaire estimé à 7,24 milliards d'euros.
- *Jean-Laurent Bonnafé, DG de BNP-Paribas* : salaire de **2,8 millions d'euros**. Chiffre estimé à 3,44 milliards d'euros.
- *Benoit Potier, PDG d'Air Liquide* : salaire de **2,7 millions d'euros**. Chiffre d'affaire estimé à 7 561 millions d'euros.
- *Carlos Ghosn, PDG de Renault* : salaire de **2,66 millions d'euros**.
- *Georges Plassat, PDG de Carrefour* : salaire de **2,66 millions d'euros**.
- *Pierre Pringuet, DG de Pernod-Ricard* : salaire de **2,64 millions d'euros**. Chiffre d'affaire estimé à 8,575 milliards d'euros.

Ces chiffres sont évidemment les chiffres officiels : ils ne représentent que les traitements, c'est-à-dire les salaires de base.

À ces salaires de base, il faut ajouter les primes. Sous prétexte d'une crise économique, les masses populaires doivent payer plus, travailler plus, mais gagner moins.

La crise donne l'obligation au Gouvernement de faire rentrer un maximum d'argent dans les caisses de l'État, en vidant les poches, déjà bien vides, des masses miséreuses, et en détruisant des services publics qui coûtent aussi trop cher. La France, l'Europe, les multinationales ont de l'argent, mais ce sont les mêmes comptes en banques qui détiennent le Fric.

**La rentrée s'est annoncée difficile... mais pas pour tous.**

**Jimmy Dalleedoo**

<http://www.legrandsoir.info/chiffres-d-affaire-salaires-et-avantages-du-gouvernement-et-du-cac-40-la-grande-honte-pendant-la-crise.html>